



BAROMÈTRE DE LA FAIM 2014

4^e ÉDITION

SOMMAIRE

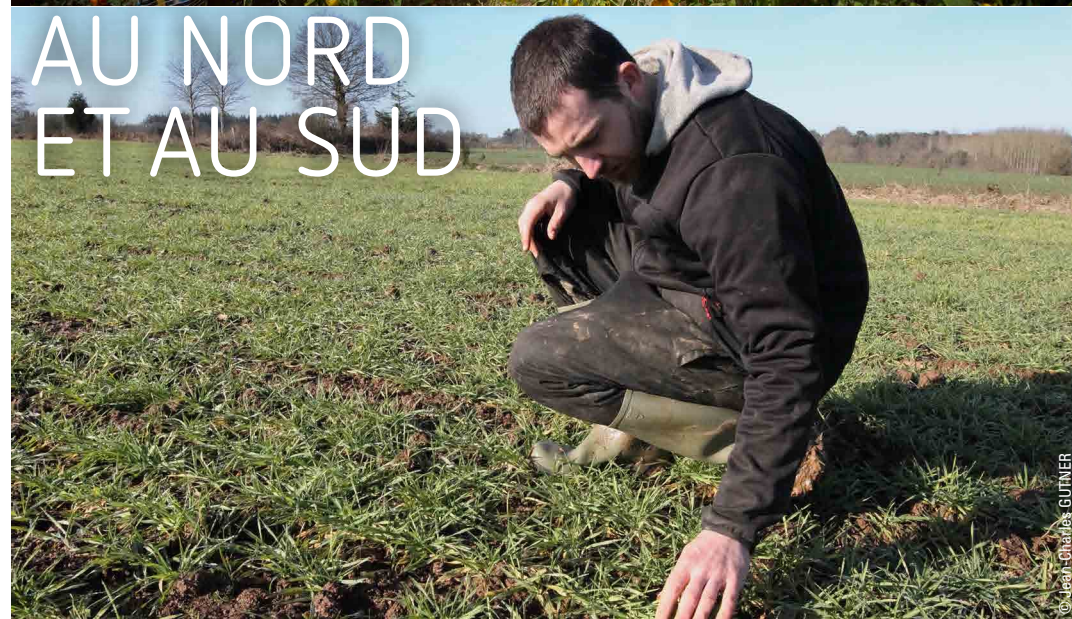
PAGE 2 :
L'AGRICULTURE CONTRE
LA FAIM
PAGE 3 :
4 QUESTIONS À STÉPHANE LE FOLL
PAGE 4 / 5 :
L'AGRICULTEUR
ENTREPRENEUR
PAGE 6 / 7 :
CAMPAGNES SOLIDAIRES
PAGE 8 / 9 :
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE :
ÉTAT DES LIEUX
PAGE 10 / 11 :
LE DÉFI DU CHANGEMENT
CLIMATIQUE
PAGE 12 / 13 : TÉMOIGNAGES
PAGE 14 / 15 :
LES AGRICULTEURS,
ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT
PAGE 16 :
CONTRE LA FAIM...

L'agriculture familiale produit aujourd'hui 70 % de l'alimentation mondiale, fournit plus de 60 % de l'emploi dans les pays les moins avancés (PMA) et permet de maintenir l'emploi dans le monde rural dans les pays du Nord. L'agriculture familiale a toujours fait preuve de dynamisme, de capacités de rebond, de flexibilité, d'innovation, d'adaptation aux opportunités et contraintes des marchés et plus largement aux changements rapides des contextes économiques et institutionnels. L'agriculture familiale est la première source d'alimentation, l'un des socles de la biodiversité mondiale et approvisionne la plupart des marchés domestiques et internationaux.

L'agriculture familiale assure la création et le maintien d'emplois et du lien social en milieu rural. Elle permet l'obtention d'un revenu décent aux familles grâce à la pluriactivité, elle assure la viabilité et



© Alexandre Gélbart / 20 Minutes / SDS SAHEL



© Jean-Charles GUTNER

L'AGRICULTURE FAMILIALE ET LES PETITS AGRICULTEURS LUTTENT CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

la reproductibilité du système. Elle permet le développement de modes de production diversifiés qui sont respectueux de l'environnement et écologiquement durables. La production peut être consommée loca-

lement ou alimenter les marchés internationaux. Comme le souligne Olivier De Schutter, rapporteur spécial aux Nations Unies sur le droit à l'alimentation de 2008 à 2014, dans un rapport intitulé « Agro-écologie

et droit à l'alimentation » : « Toutes les études au Nord comme au Sud convergent pour dire que la petite agriculture familiale peut être extrêmement productive à l'hectare.

(suite page 2)

...(suite)

Pour une même surface de terre (...), le petit agriculteur familial produit davantage à l'hectare que la toute grande plantation très fortement mécanisée et qui pratique des monocultures. »

Les petits agriculteurs apportent une contribution considérable à la bonne nutrition de chacun. Ils contribuent fortement à l'approvisionnement des marchés locaux et à la diversification de l'alimentation. Leurs systèmes de production privilégient souvent les pratiques d'agro-écologie favorables à la préservation de la fertilité des sols. Ils sont également en charge d'une grande partie du stockage, de la conservation et de la transformation des produits agricoles. Enfin, ils sont les premiers contributeurs à la conservation de la biodiversité en cultivant des espèces et des variétés différentes.

Et pourtant, l'agriculture familiale est au cœur d'un triste paradoxe : aujourd'hui, sur les 805 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, les trois quarts sont des petits agriculteurs. Ceux qui nous nourrissent sont aussi les premières victimes de l'insécurité alimentaire ! Au Nord comme au Sud, les orientations données par les politiques publiques aux modèles agricoles et aux systèmes alimentaires engendrent des situations de faim et de malnutrition aux conséquences politiques et économiques parfois graves. Si les droits de tous les agriculteurs étaient respectés, si les politiques publiques et les stratégies agricoles se concentraient notamment sur le soutien aux petits



L'AGRICULTURE FAMILIALE : DÉFINITION

L'AGRICULTURE FAMILIALE peut être définie par les caractéristiques suivantes :

- Elle assure la création et le maintien d'emplois en milieu rural et permet l'obtention d'un revenu décent aux familles.

- Elle permet de développer une pluriactivité qui assure la viabilité et la

reproductibilité du système.

- Elle permet le développement de systèmes de production diversifiés pour une consommation locale ou pour alimenter les marchés internationaux.

- Elle est le plus souvent basée sur des systèmes de production respectueux de l'environnement et

écologiquement durables.

L'agriculture familiale produit 50% de céréales, 60% de la production de viande, 75% de la production laitière.

Selon la FAO, les personnes sous-alimentées seraient, pour 50% d'entre elles, des paysans pauvres, 22% des paysans sans terre et 8% des ruraux aux modes de vie traditionnels.

agriculteurs ; l'agriculture familiale pourrait nourrir correctement et durablement les habitants de notre planète et absorber la croissance démographique attendue.

Pour que les petits producteurs jouent pleinement leur rôle dans la sécurité alimentaire et la nutrition, il est nécessaire de mettre en place des stratégies et programmes accompagnés d'un engagement national et international et d'un environnement politique adéquat pour instaurer des règles éthiques sur les investissements agricoles ou les modalités d'acquisition des terres et des instances de contrôle contre toute forme d'investissement qui contribue à la violation des droits fondamentaux des agriculteurs et agricultrices et qui nuit à leur accès aux ressources naturelles.

Action Contre la Faim, ACTED, Banques Alimentaires, CARE France, GERES, ONE, Solidarités International, SOS SAHEL

L'AGRICULTURE PAYSANNE EST LA
1^{ÈRE} FORME
D'AGRICULTURE
DANS LE MONDE
AVEC 500 MILLIONS D'EXPLOITATIONS FAMILIALES

80%
DES TERRES AGRICOLES
MONDIALES
SONT CULTIVÉES
PAR DES PAYSANS

LES FAMILLES PAYSANNES
PRODUISENT + DE
60%
DE LA NOURRITURE CONSOMMÉE
DANS LE MONDE

PLUS D'**1** MILLIARD
DE PAYSANS
TRAVAILLENT
À LA MAIN

DEPUIS 30 ANS,
L'AGRICULTURE
FAMILIALE EST
LA PLUS GRANDE
CRÉATRICE
D'EMPLOIS
DANS LE MONDE
AGRICOLE
350 MILLIONS
DE NOUVEAUX
EMPLOIS

L'AGRICULTURE FAMILIALE
EMPLOIE L'ÉCRASANTE MAJORITÉ DES
1,3
MILLIARDS
D'ACTIFS
AGRICOLIS

1/3
DES ÊTRES HUMAINS
SONT DES PAYSAN(NE)S

CONFIER PLUS DE
RESSOURCES AUX
PAYSANNES
RÉQUIERAIT DE
100 À 150 MILLIONS
LE NOMBRE DE PERSONNES
SOUFFRANT DE LA FAIM
DANS LE MONDE

850
MILLIONS
DE PERSONNES SOUFFRANT
DE LA FAIM DANS LE MONDE

80% DE CES PERSONNES, SOIT
700 MILLIONS
SONT DES RURAUX

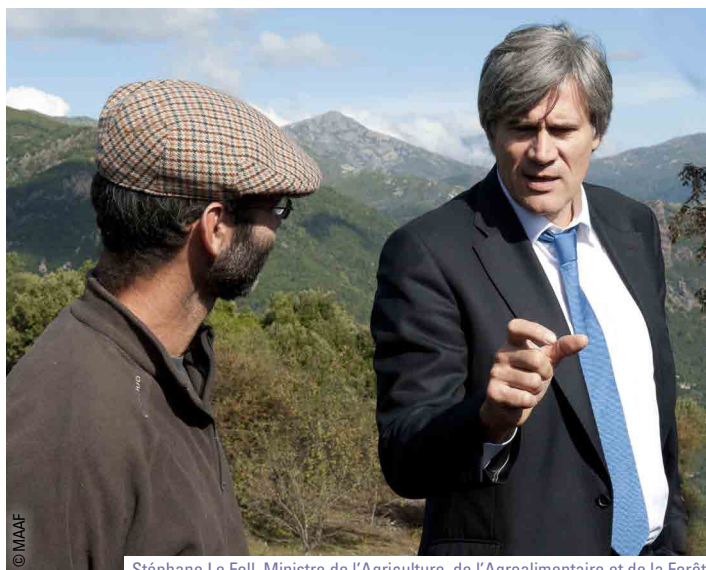
L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

On parle d'insécurité alimentaire lorsque les personnes n'ont pas accès à une alimentation en quantité et en qualité nutritive suffisantes pour une croissance et un développement normal afin de mener une vie saine et active. Elle peut être due au manque de nourriture, à un pouvoir d'achat

insuffisant, à un environnement de vie instable. L'insécurité alimentaire, les mauvaises conditions de santé et d'hygiène, le manque de soins et des habitudes alimentaires inadaptées sont les principales causes de la malnutrition.

« L'AGRO-ÉCOLOGIE EST UNE RÉPONSE AU DÉFI ALIMENTAIRE »

Interview de Stéphane Le Foll, Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.



Stéphane Le Foll, Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

L'agro-écologie, l'agriculture française de demain ?

Quand les ressources se raréfient, nous devons apprendre à mieux les utiliser et donc à produire autrement. L'agro-écologie, c'est optimiser les ressources et mécanismes naturels grâce à l'agronomie pour rendre les exploitations agricoles plus compétitives et durables, car moins consommatrices. Elle combine performance économique, environnementale et sociale : à la fois une nécessité, mais aussi une formidable opportunité qui correspond à une attente de la société toute entière.

Dans un contexte de restrictions budgétaires et de crises économiques, quels moyens propose l'Etat pour accompagner les agriculteurs français à se tourner vers l'agro-écologie ?

L'agro-écologie est plus une question d'état d'esprit que de moyens. L'enjeu n'est pas d'aider, mais plutôt d'accompagner la transition vers

ce nouveau modèle. C'est l'objectif des mesures agro-environnementales dans la nouvelle PAC que nous avons réformée. Je crois aussi beaucoup aux dynamiques collectives et territoriales : nous créons ainsi dans la loi d'avenir agricole les groupements d'intérêts économiques et environnementaux (GIEE). Des agriculteurs pourront se regrouper et être aidés en contrepartie de projets agro-écologiques : mutualiser leur investissement dans un méthaniseur, par exemple.

Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, encore 1 personne sur 8 souffre de la faim : comment la France et sa politique en faveur de l'agro-écologie peut participer à la lutte contre l'insécurité alimentaire ?

L'agro-écologie est la réponse au défi alimentaire, car elle rend compatibles l'augmentation de la production (pour nourrir une population mondiale en pleine expansion) et l'exploitation durable des ressources et espaces (qui sont eux en pleine raréfaction). C'est

cette voie que je porte depuis deux ans, notamment à la FAO. La France a organisé un événement majeur avec l'Algérie sur cet enjeu : c'était un signal international très fort de porter ce message ensemble car une coopération euro-méditerranéenne ambitieuse pour l'agro-écologie peut œuvrer à la sécurité alimentaire de la Région, et donc à sa stabilité. La voix de la France dans le monde compte beaucoup en agriculture. C'est une grande fierté pour moi que ce soit notamment au service de l'agro-écologie.

En quoi l'agriculteur est au cœur des solutions durables de lutte contre la faim et de sécurité alimentaire pour tous ?

Tout agriculteur, où qu'il soit, doit réussir la combinaison des contraintes naturelles et des objectifs de production. C'est une logique commune au monde entier, même si la réponse concrète est propre à chaque exploitation. Dans les pays en voie de développement, un tiers de la production alimentaire est perdue à cause des conditions de stockage. Ajoutée à la spéculation, cette réalité peut s'avérer dramatique. C'est pour cela qu'à l'initiative de la France, les grands pays agricoles s'engagent désormais à faire la transparence sur l'état de leurs stocks - c'est le système AMIS, un progrès fondamental pour limiter la spéculation et donc protéger les plus fragiles. C'est pour cela aussi que le maintien de l'agriculture familiale, essentiellement vivrière, est essentiel pour limiter les problèmes de stockage, grâce notamment au développement de petites unités de stockage plus localisées. La France est moteur sur ce défi, et d'ailleurs très active et attendue en cette année internationale de l'agriculture familiale.

EN BREF

DES POTAGERS URBAINS SUR LES FACADES

Après les toits et les balcons, il est temps d'utiliser les façades des immeubles pour cultiver ses légumes, une idée de Gaëtan Laot et Pierre-Marie Malfondet qui ont créé le projet Fraises des villes : « Nous proposons de recourir aux façades pour développer des potagers directement accessibles depuis les fenêtres des occupants. » Les deux fondateurs souhaitent notamment travailler sur des logements sociaux « pour offrir à des populations défavorisées un havre de nature et pour donner la possibilité à des populations coupées de la nature de cultiver quelques aromates, fruits et/ou légumes. »

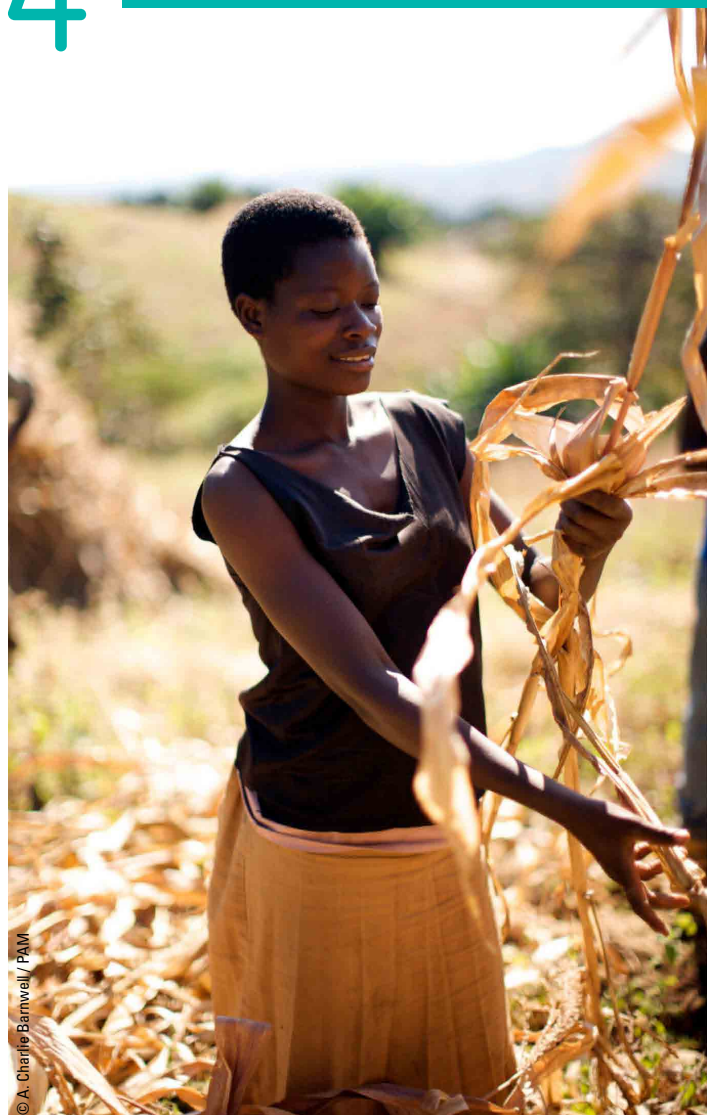
En savoir plus : fraisesdesvilles.com

« Après les surexploitations des terrains par les modèles agricoles intensifs, le modèle agricole de demain sera un modèle écologique qui garantit la durabilité des ressources naturelles. »

Maha El Cheikh, Liban, étudiante



LE SAC POTAGER, une solution d'agriculture individuelle et urbaine. Une méthode simple, peu coûteuse, pour permettre une alimentation diversifiée pour les populations les plus pauvres.



© A. Charlie Barnwell / PAM

LES PETITS AGRICULTEURS, ACTEURS DE L'AIDE D'URGENCE

Le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies, communément appelé le PAM, est la plus grande agence humanitaire au monde de lutte contre la faim. En 2013, le PAM a nourri plus de 80 millions de personnes dans 75 pays à travers le monde. 3,1 millions de tonnes de nourriture ont été achetées et redistribuées, essentiellement du riz, du maïs et du blé.

Depuis 5 ans, au lieu de s'approvisionner automatiquement sur les marchés internationaux, le PAM a lancé un programme qui privilégie les achats locaux afin de favoriser le développement durable des régions dans lesquelles il intervient : le programme « Achats au service du progrès » (P4P).

de bonne qualité. L'initiative a transformé la vie de centaines de milliers de femmes et d'hommes dans une vingtaine de pays en développement en les aidant à devenir des acteurs compétitifs sur leurs marchés locaux.

En République Démocratique du Congo, le P4P a permis d'aider les petits agriculteurs. « Notre travail à la ferme n'était destiné au départ qu'à notre propre consommation, nous produisions principalement du manioc et des arachides », explique Mama Mbango Amba. « Aujourd'hui, nous produisons aussi du riz et du maïs. Cette année, nous avons suivi plusieurs formations sur la création et le fonctionnement des syndicats agricoles et sur l'amélioration des techniques

Le PAM achète 1 milliard de \$ de nourriture chaque année

400 000 tonnes de denrées alimentaires (maïs, haricots...) achetées auprès des agriculteurs locaux

+ d'1 million € de bénéfices pour les petits agriculteurs

500 000 personnes formées (agriculteurs, commerçants, enseignants...)



© PAM

Avec ce programme, le PAM veut transformer ses achats de nourriture en un outil de lutte contre la pauvreté en injectant de l'argent dans les économies locales. Ainsi, il s'agit de privilégier l'achat de la récolte d'un petit producteur sur place, comme Amina, agricultrice au Rwanda : « avant le lancement de P4P, on produisait sans savoir si on pourrait vendre. L'initiative nous a offert un marché. »

De cette façon, l'agence onusienne s'attaque aux causes profondes de la faim en aidant les agriculteurs à produire davantage de nourriture

agricoles », ajoute Alexis Bolokoto, le mari de Mbango, qui raconte comment le projet P4P a permis d'augmenter le revenu de leur famille. « Mes quatre enfants sont maintenant en bonne santé et en pleine forme, et nous avons payé les frais de scolarité pour chacun d'entre eux », dit Mama Mbango en montrant fièrement le maïs qu'elle a elle-même produit et qu'elle fera cuire pour le repas familial. Elle a pu le broyer grâce au moulin de la communauté acheté via le projet P4P.

Lorène Didier, PAM

Le PAM apporte une formation et un appui technique aux petits agriculteurs, avec l'espoir de créer un lien entre eux et les marchés, afin qu'ils élargissent leurs exploitations et deviennent des agriculteurs à moyenne et grande échelle. Le PAM achète aussi les récoltes de ces agriculteurs et les utilise notamment pour les distributions alimentaires d'urgence.

LES PRODUITS DU SAHEL DANS NOS SUPERMARCHÉS : DE LA GOMME D'ACACIA À NOS RAYONS

E414. Derrière cette appellation codée que l'on peut lire sur les emballages des produits de beauté, des yaourts ou du chocolat de nos supermarchés, se cache une ressource naturelle emblématique du Sahel : la gomme arabique.

Exsudat de sève extraite des arbres *Acacia seyal* ou *Acacia Sénégal*, elle représente un levier de développement important pour les producteurs des régions du Sahel.

Principalement récoltée sur les terres arides du Sénégal au Kenya, la gomme arabique est couramment utilisée par les communautés locales pour des remèdes en pharmacie, la préparation des aliments, d'encre d'imprimerie, de peintures... A l'échelle internationale, cette matière première est aussi largement exploitée par l'industrie pharmaceutique, alimentaire et cosmétique pour ses propriétés uniques.

Pour les populations du Sahel, la gomme constitue une source essentielle de revenus

Cette ressource naturelle contribue à la sécurité alimentaire de nombreuses familles. Au Tchad et au Cameroun, la récolte peut représenter jusqu'à 35% des revenus nets d'un ménage et implique plus de 500 000 personnes dans l'ensemble de la filière, des cueilleurs, collecteurs, grossistes, transporteurs et exportateurs.

Malgré un marché international porteur, le potentiel est encore insuffisamment exploité par les populations locales, avec des capacités de production et des filières de transformation et de valorisation

encore très limitées. Des actions peuvent être conduites, de la cueillette à l'exportation, pour améliorer et sécuriser la production : accéder aux équipements adaptés pour faciliter la récolte et assurer sa qualité, renforcer et soutenir la mutualisation de la production en organisant les producteurs en groupements, encourager le développement de relations durables et équitables entre les acteurs de la filière, créer le lien entre les cueilleurs et le marché.

Gomboya Djidda, cueilleuse de gomme arabique dans la région de Karnak au Tchad, témoigne de l'intérêt économique de sa production : « Nous avons hérité le travail de la cueillette de nos ancêtres. Organisées en groupement de femmes, nous parcourons tôt le matin environ 5 kilomètres pour cueillir la gomme dans la forêt d'acacias. Traditionnellement, nous la cueillons à la main ou avec une perche rudimentaire. Aujourd'hui, la cueillette de la gomme arabique est devenue notre profession. Nous utilisons des équipements appropriés pour améliorer nos conditions de travail, augmenter la productivité et obtenir une gomme de qualité. Nos revenus sont directement liés à la qualité du produit. Nous avons suivi des formations en marketing et analyse économique afin de rationaliser notre activité et de tirer un meilleur revenu de nos ventes. »

En achetant des produits contenant de la gomme arabique, les consommateurs contribuent, à leur manière, à soutenir une opportunité



© Sébastien Ortola / 20 Minutes / SOS SAHEL

LE SAHEL : PRINCIPALE ZONE DE PRODUCTION DE GOMME ARABIQUE

Le Tchad, le Soudan et le Nigéria exportent

90% de la gomme arabique sur le marché mondial.

Quinze autres pays africains se partagent 5% du marché.

Au cours de la dernière décennie, le total des exportations depuis l'Afrique est passé de 45/50 000 à 80 000 tonnes par an, soit 70% du marché mondial.



© Sébastien Ortola

La demande mondiale de la gomme est estimée à environ 150 000 tonnes en 2020.

La France, le plus gros importateur, représente

30% de la demande mondiale, devant les Etats-Unis et l'Inde.

de développement pour les populations du Sahel. Les démarches de renforcement des filières de production ont ainsi vocation à être développées et répliquées dans d'autres pays du Sahel afin de sécuriser les ressources naturelles, impliquer les acteurs locaux et

permettre le développement d'une activité économique durable.

Hélène Lo Presti et Rachel Vetterhoeffer, SOS SAHEL

Découverte de l'exposition et le film «Les Arbres d'Or du Sahel» : www.sosahel.org



DON'T
KEEP
CALM
FIGHT
HUNGER

CONTRE LA FAIM MOBILISONS-NOUS !

Avec la campagne Food Right Now, portée par l'ONG ACTED, devenez ambassadeur de la lutte contre la faim : en participant au concours vidéo Food Right Now, en organisant un événement de sensibilisation Food Right Now ou en participant au module dans votre lycée, avec votre classe !

Pour en savoir plus :
www.foodrightnow.fr

FAVORISER DES LIENS ENTRE LES AGRICULTEURS POUR FAIRE FACE À LA CRISE AU SOUDAN DU SUD

Contre l'insécurité alimentaire en temps de conflits, les agriculteurs et les marchands de graines se rencontrent et renforcent les communautés.



Depuis décembre 2013, les habitants du Soudan du Sud sont confrontés à une grave crise politique provoquant conflits, déplacements des populations et pressions sur la sécurité alimentaire de plus de 7 millions de personnes. Une crise alimentaire qui pourrait impacter les années à

venir due à la perte des moyens de production des familles et de l'impossibilité de procéder aux plantations saisonnières.

DES FOIRES AUX GRAINES POUR LES AGRICULTEURS

Pour faire face à cette crise, les

ONG présentes sur place mettent en œuvre des foires aux graines avec deux objectifs : soutenir l'agriculture locale en permettant aux agriculteurs de cultiver des denrées, légumes variés qui contribueront à leur bonne alimentation et nutrition, ainsi qu'à celle de leur famille. Mais il s'agit également de créer des liens et des échanges entre les agriculteurs.

Un fermier de l'Etat de Warrap qui a pu bénéficier d'une de ces foires reconnaît l'impact positif de ces initiatives pour l'ensemble de la communauté : « Les habitants du district accueillent très positivement ces foires aux graines. Nous les apprécions car elles encouragent les villageois à cultiver et ils peuvent rencontrer de nouveaux marchands et échanger avec eux. Cela permet de grands changements dans nos communautés, surtout dans la manière dont nous avons accès à ces graines et dont nous améliorons notre production. Si le temps est clément cette année, nous n'aurons pas faim l'année prochaine. »

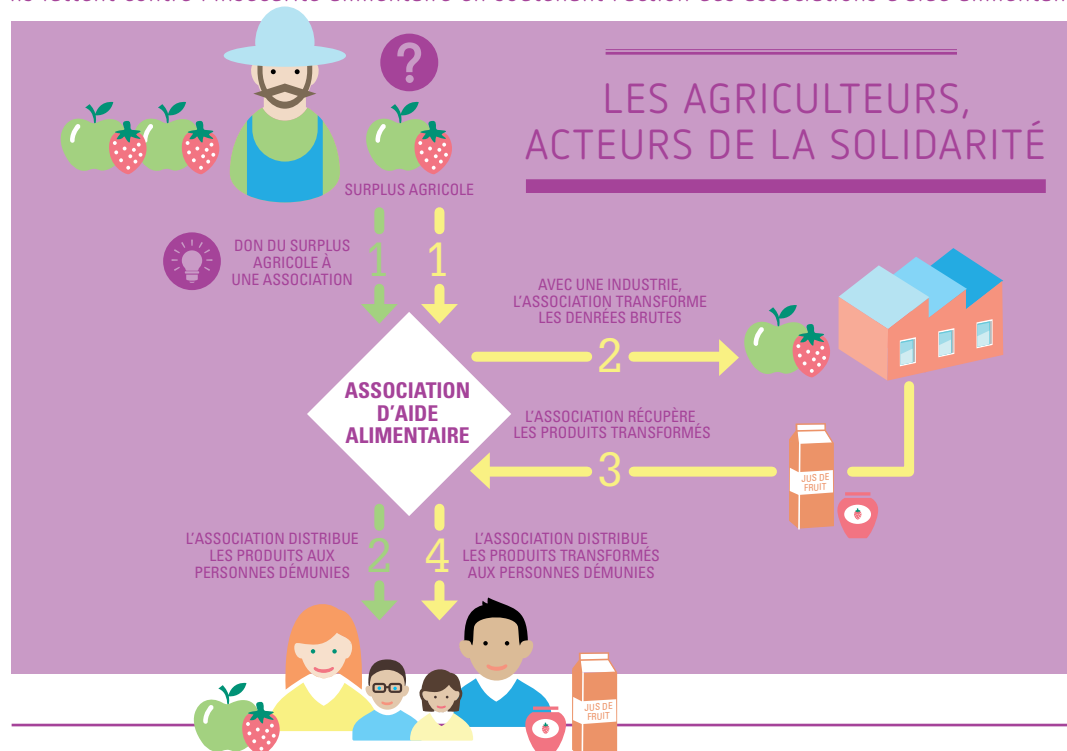
DES ÉCHANGES POUR UNE MEILLEURE RÉCOLTE

Alors que le contexte actuel dans le pays ne permet que difficilement de venir en aide aux agriculteurs les plus isolés, ces foires permettent aux marchands de présenter leurs variétés de semences (sorgho, maïs, millet, sésame, citrouille) tout en apportant des informations importantes sur la manière dont elles doivent être cultivées. Ainsi, comme le souligne un organisateur, « ces foires aux graines menées localement par les fermiers permettent la création de réseaux locaux qui renforcent les communautés et assurent leur développement futur. »

Caroline Pasquier, ACTED

AU NORD, LES AGRICULTEURS SE MOBILISENT AUSSI

Ils luttent contre l'insécurité alimentaire en soutenant l'action des associations d'aide alimentaire



PAUVRETÉ INVISIBLE DANS LE MONDE AGRICOLE EN FRANCE

En France, une partie du monde agricole subit le quotidien, mais en silence. La pauvreté et la crise économique n'épargnent personne et des agriculteurs se retrouvent en situation de précarité.

Les campagnes françaises, lieux de production alimentaire, bucoliques pour les uns, lieu de vie et de travail pour les autres, sont confrontées elles aussi à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.

DES AGRICULTEURS TOUCHÉS PAR LA PRÉCARITÉ

La pauvreté n'est pas réservée au milieu urbain. Des agriculteurs aussi n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois. La précarité ne touche pas seulement les agriculteurs les plus âgés, les moins bien équipés ou ceux qui cultivent les terres les plus difficiles ou les moins rentables. Tout type de production peut être touchée, quelle que soit la taille, la date d'installation, la production et la commercialisation. Une chute brutale des prix, un investissement inadapté, un problème familial ou de santé, et l'agriculteur bascule dans les difficultés. En Ariège par exemple, département d'agriculture polyvalente, certains secteurs comme l'élevage ovin-caprin sont en difficulté. Dans l'Hérault, dont la moitié de la surface agricole utile (SAU) est plantée en vigne, le département connaît la crise viticole et la précarité s'y développe.

Le sentiment d'échec personnel, la peur de perdre son outil de travail auquel l'agriculteur est affectivement attaché, l'impossibilité de ne pouvoir trouver seul une issue, provoquent des bouleversements. Une situation de précarité qui, pour certains, ouvre aussi la voie à l'insécurité alimentaire. Les conjoints ne sont pas épargnés. Héritage d'une longue tradition de non-prise en compte de la situation

des conjointes collaboratrices, 8500 femmes seraient « sans statut » dans le milieu agricole, « et par conséquent ne bénéficieraient ni de protection sociale ni de droits à la retraite. » Sur les 230 000 femmes d'exploitants, seules 20% sont affiliées à la MSA, la protection sociale du monde agricole. Bien que des progrès soient faits, cette absence de statut et les petites retraites agricoles engendrent des situations de précarité pérennes.

LE SILENCE, SYMPTÔME DE LA PRÉCARITÉ AGRICOLE

La précarité est difficilement perceptible en zone rurale et plus encore dans le monde agricole. L'isolement est un fait, tant sur le plan géographique qu'organisationnel. Le déficit de services de proximité qui permettraient une meilleure prise en charge, laisse les situations économiques, de santé et psychologiques très peu traitées, s'aggraver.

Le non-dit reste l'obstacle majeur. On ne demande pas d'aide et moins encore d'aide alimentaire par peur que les voisins ne constatent la précarité ; on vit des situations sanitaires difficiles parce que les moyens pour faire face n'existent plus ; on se convainc de son échec personnel et par orgueil on ne demande plus d'aide. La honte impose le silence. Le silence ouvre la voie à la précarité.

UN MONDE RURAL SOLIDAIRE

Le monde rural est cependant mobilisé. Pour améliorer le quotidien et la santé, pour lutter contre l'isolement, contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, pour permettre l'accès aux droits des

agriculteurs et des ruraux, le monde rural doit s'engager. La famille reste un acteur important de cette solidarité en milieu rural et particulièrement dans le monde agricole. L'entraide demeure au cœur des logiques familiales. Les collectivités locales ont elles aussi un rôle à jouer, et plus particulièrement les municipalités, afin d'identifier ceux qui en ont le plus besoin et mieux organiser l'accès aux droits sociaux.

L'engagement de tous est nécessaire, et que cela soit par l'engagement

citoyen, avec par exemple l'AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) ou par une meilleure organisation de la production alimentaire. Au-delà d'une action collective nécessaire, l'accès à l'autonomie reste le moyen de s'en sortir. L'agriculteur doit trouver sa place pour que l'alimentation durable soit véritablement accessible à tous.

Gaëtan Lassale, Banques Alimentaires

LE MONDE RURAL SOLIDAIRE



L'AUTABUS, À LA RENCONTRE DES PERSONNES ISOLÉES ET EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

Sur les routes du département du Tarn, l'Autabus va à la rencontre de personnes isolées et en situation de précarité. Initiative du Conseil général du Tarn, gérée par la Croix-Rouge française, fournie par la Banque Alimentaire du Tarn, le bus distribue des denrées alimentaires. La distribution est l'occasion, au-delà du soutien alimentaire, d'accompagner socialement et psychologiquement les personnes isolées. Dans le monde rural, la pauvreté est plus encore vécue dans la solitude. La

distribution alimentaire permet un suivi nécessaire. Elle crée des moments d'échanges adéquats où l'on parle du quotidien, de la famille, de ses problèmes, de ses projets. Un moment où l'on imagine avec la personne des solutions pour son avenir. L'Autabus est une aide coup de pouce pour rebondir. Lancé en mai 2013, ce sont déjà 150 personnes qui ont été accompagnées. L'Autabus est une réponse innovante à l'isolement des personnes en situation de précarité du monde rural.

L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE 2014

Selon la FAO, au cours de la période 2011-2013, environ 840 millions de personnes souffraient de la faim. Malgré des avancées significatives depuis 1990, des efforts importants restent à faire.

Entre 1990 et 2014, l'Indice de la Faim dans le monde (GHI)*, qui permet de mesurer le niveau de la faim en utilisant les données de mortalité infantile, de sous-alimentation et d'insuffisance pondérale infantile, a diminué de 39%, notamment grâce à une baisse de la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile et de la diminution du nombre de personnes sous-alimentées. Mais il est important de noter que de fortes disparités régionales demeurent. Ainsi, en Asie du Sud et au Proche-Orient/Afrique du Nord, le score GHI a diminué de près de 41% et 40% respectivement depuis 1990. Cette diminution est encore plus significative en Asie du Sud-Est et en Amérique Latine,

où ce score était déjà initialement bas puisque il a diminué de 54% et 53% respectivement. En revanche, en Afrique subsaharienne le score GHI 2014 n'a diminué que de 28% depuis 1990.

Pourtant, malgré cette baisse du GHI au niveau mondial, les scores de certains pays ont augmenté depuis 1990 dans quatre pays, en Irak, aux Comores, au Burundi et au Swaziland, une augmentation due notamment à l'instabilité politique, aux conflits prolongés, aux déplacements de populations, à une pauvreté forte et à un accès à la santé limité.

Cependant, certains pays ont réalisé des progrès remarquables dans

l'amélioration de leur GHI, comme l'Angola, le Bangladesh, le Cambodge, le Ghana, le Malawi, le Niger, le Rwanda, le Tchad, la Thaïlande et le Vietnam.

LA SITUATION EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE RESTE PRÉCAIRE

Les conflits internes à grande échelle des années 1990 et 2000 ont pris fin et la stabilité politique

médicaux, des soins prénatals améliorés, un meilleur accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement, ainsi que des revenus plus élevés donnant lieu à une meilleure nutrition et à un accès adéquat aux soins médicaux, sont également des facteurs à l'origine de la baisse des taux de mortalité infantile.

Toutefois, la situation dans le Sahel demeure précaire. La demande croissante d'aide humanitaire reflète la détérioration de la résilience dans la région.

s'est améliorée dans ces pays anciennement en proie aux guerres. La croissance économique a repris sur le continent et les avancées réalisées dans la lutte contre le VIH/Sida ont contribué à réduire la mortalité infantile dans les pays les plus touchés par l'épidémie.

Depuis 2000, les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans ont diminué en Afrique subsaharienne. De plus, la hausse des taux de vaccination et d'accouchement dans des centres

LES CHIFFRES DE LA PAUVRETÉ ET DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PAYS DU NORD



— FRANCE —

14,1%

de personnes en situation de pauvreté, soit 8,7 millions d'individus.

Indicateur : personne en dessous du seuil de pauvreté (60% du revenu médian national).

INSEE, « Taux de pauvreté selon l'âge et le sexe en France en 2011 ».

— EUROPE —

16,9%

de personnes en situation de pauvreté, soit 84 millions d'individus.

Eurostats, 2012 - Focus on Income and living conditions



— ÉTATS-UNIS —

15,9%

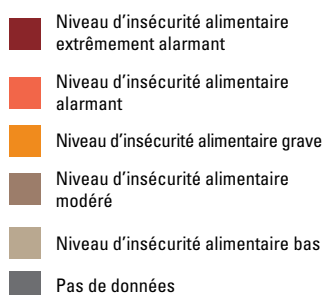
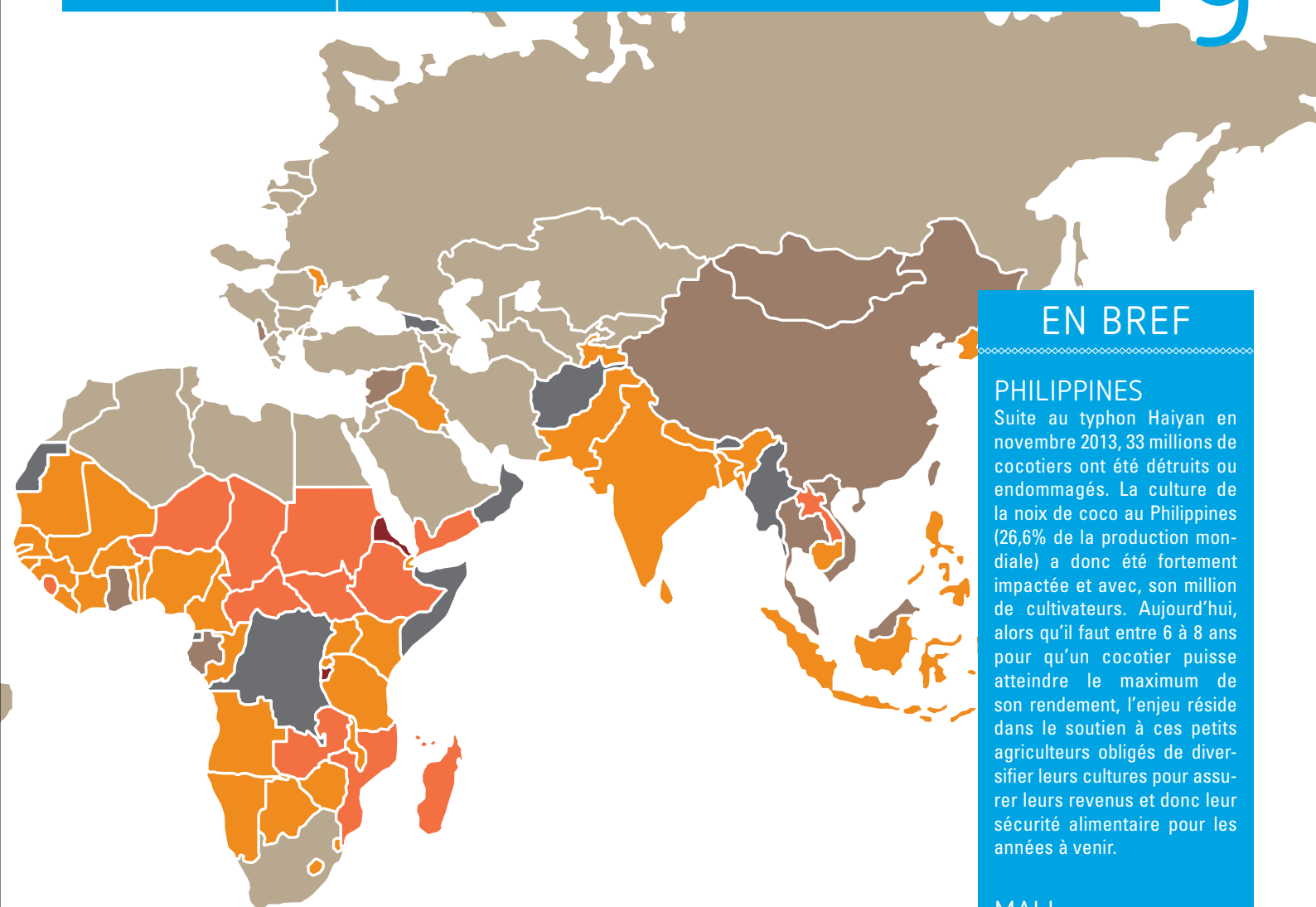
de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aux États-Unis, soit 50,5 millions d'individus.

USDA, 2012 - Feeding America

UNE AMÉLIORATION SIGNIFICATIVE EN INDE

Entre 2005 et 2014, le score GHI indien a baissé de 26%. Plusieurs facteurs ont pu contribuer à cette amélioration, comme la mise en œuvre de programmes ciblés sur la nutrition grâce à un effort pour élargir le système de services intégrés pour le développement de l'enfant, un programme qui vise à améliorer la santé, la nutrition et le développement des enfants indiens et qui compte 1,4 million de centres dans le pays, et le lancement de la Mission nationale pour la santé rurale, une initiative communautaire visant à renforcer

Il n'existe en France ou en Europe aucune données précises sur l'insécurité alimentaire. Il est donc difficile d'appréhender la véritable ampleur du phénomène.



le système public, comprenant des actions de sensibilisation et des établissements de santé afin d'offrir des services sanitaires essentiels aux habitants des zones rurales. Toutefois, des efforts restent encore à faire pour qu'une plus grande partie de la population ne souffre plus d'insécurité alimentaire.

* Le GHI (ou Indice de la faim dans le monde) publié par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Concern Worldwide et Welthungerhilfe, en partenariat avec ACTED, permet de mesurer le niveau de la faim dans le monde et ses évolutions.

Consultez et téléchargez l'Indice de la faim dans le monde 2014 : www.acted.org/fr/ghi-2014


1 PERSONNE SUR 8


1 FEMME SUR 6


1 ENFANT SUR 6

**SOUFFRENT DE
LA FAIM
DANS LE MONDE**

EN BREF

PHILIPPINES

Suite au typhon Haiyan en novembre 2013, 33 millions de cocotiers ont été détruits ou endommagés. La culture de la noix de coco aux Philippines (26,6% de la production mondiale) a donc été fortement impactée et avec, son million de cultivateurs. Aujourd'hui, alors qu'il faut entre 6 à 8 ans pour qu'un cocotier puisse atteindre le maximum de son rendement, l'enjeu réside dans le soutien à ces petits agriculteurs obligés de diversifier leurs cultures pour assurer leurs revenus et donc leur sécurité alimentaire pour les années à venir.

MALI

Les sécheresses à répétition ces dernières années et les conflits qui affectent le Mali depuis de nombreux mois risquent de provoquer une grave crise alimentaire dans le pays, notamment dans les régions les plus affectées de Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti. Déjà en 2013, le PAM estimait que plus de 75% des ménages de ces régions souffraient d'insécurité alimentaire, une situation qui s'aggrave depuis plusieurs mois.

ILE-DE-FRANCE

En 2014, 350 000 ménages français, soit environ 7% de la population se trouvent en situation de précarité alimentaire. Selon l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme, ces ménages disposeraient de 425 euros par mois pour se vêtir et se nourrir, soit 14 euros par jour.

EN BREF

« Le modèle agricole de demain est un modèle qui saura allier la productivité et le respect de l'environnement. »

Dedenyo Adossi, Togo, étudiant


+1°C
 SUPPLÉMENTAIRE
 =
-20% DE RESSOURCES
 EN EAU

« Un grand nombre des pays et régions parmi les plus pauvres du monde verront leur population doubler de 2000 à 2050. Cet enjeu de vie ou de mort est d'autant plus redoutable qu'il est aggravé par plusieurs contraintes, notamment le changement climatique. Ma principale motivation est de contribuer à relever ce défi et j'espère que nous y parviendrons. »

Christelle Rached, Liban, étudiante

EN SAVOIR+

Parmi les plus pauvres du Vietnam, les habitants de la province de Thanh Hoa dépendent à 90% des revenus de l'agriculture et un tiers d'entre eux vit sous le seuil de pauvreté. Le changement climatique et la fréquence de plus en plus importante des catastrophes naturelles aggravent l'insécurité alimentaire de ces populations : les tempêtes tropicales de plus en plus fréquentes entraînent destructions des habitations, des infrastructures et salinisation des terres et perte des cultures.

LES VERS DE TERRE, UNE ARME DE PLUS CONTRE LA FAIM ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'idée paraît saugrenue. Et pourtant, elle a convaincu Madame Vu Thi My, du village de My Dien dans la province de Thanh Hoa au Vietnam.



Madame My et son élevage de vers de terre

Madame My a 70 ans. Elle a survécu à la guerre du Vietnam mais y a perdu un bras. Vivant sous le même toit que son fils, sa belle-fille et ses deux petits-enfants, elle fait face aux conséquences du changement climatique qui affectent sa production agricole en développant une nouvelle activité : élever des vers de terre pour nourrir ses poulets, canards et cochons.

Peu coûteuse, cette technique est une alternative intéressante pour les agriculteurs les plus pauvres. Elle permet tout d'abord d'augmenter leur revenu, grâce à un investissement initial limité : moins de 2 euros pour acquérir 2 à 5 kilos de vers de terre, et des coûts peu élevés pour l'achat des bacs où les vers sont élevés et pour leur nourriture. Et les résultats sont rapides. En moins de 3 mois, les éleveurs peuvent nourrir leurs animaux à l'aide des vers obtenus. L'alimentation à base de vers est moins chère, mais également plus riche en termes nutritionnels que l'alimentation utilisée habituellement, et les canards peuvent ainsi être vendus plus cher. Cette pratique a permis à Madame My de multiplier ses revenus par 400% !

Lorsqu'elle s'est lancée dans cette nouvelle production, Madame My a dû faire face aux préjugés des membres de sa communauté qui ne voyaient pas cet élevage d'un œil favorable. « J'étais dans une situation difficile et mes voisins se moquaient de moi en me regardant ramasser du fumier. » Pour éviter les commentaires désobligeants, Madame My se lève alors à l'aube pour collecter le fumier, couper des fougères pour les transformer en compost et nourrir ses vers de terre. En 4 mois d'élevage, Madame My a produit plus d'une 1 tonne de vers de terre, utilisés pour nourrir son élevage, et le reste a été vendu sur le marché, lui permettant de compléter ses revenus. « Ma famille est pauvre. Nous n'avons qu'un petit lopin de terre sur lequel nous cultivons du riz que nous consommons. Mais l'élevage de vers de terre, peu coûteux, nous apporte un revenu supplémentaire, pour vivre mieux. »

Petit à petit, les voisins se sont intéressés à cette forme d'élevage inédite. Forte de son expérience, Madame My sillonne désormais avec fierté les villages de sa région pour faire part de son histoire et former les agriculteurs et éleveurs à cette nouvelle technique ; une initiative simple et innovante, à la portée des petits agriculteurs, contribuant à la sécurité alimentaire des plus vulnérables, tout en participant à la lutte contre le changement climatique. En réutilisant le fumier du bétail pour alimenter ses vers de terre, Madame My lutte en effet, à son échelle, contre le changement climatique : les vers absorbent une partie du méthane produit lors de la décomposition du fumier, et l'usage des vers pour nourrir le bétail permet de limiter l'utilisation d'autres types de nourriture, le maïs par exemple, dont la production est source de gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement climatique.

Fanny Petitbon, CARE France



A l'instar du ver à soie, le ver de terre a lui aussi tissé sa toile

L'AGRICULTURE DOIT ÊTRE AU COEUR DES DÉBATS DE L'AGENDA INTERNATIONAL DU CLIMAT



Dans un peu plus d'un an, se tiendra la conférence internationale de l'ONU sur le climat à Paris, surnommée la COP21 (pour la 21^e Conférence des parties pour le climat). Plus de 25000 délégués représentant 195 pays sont attendus au Bourget en décembre 2015 autour d'un objectif ambitieux : sceller un accord pour limiter le réchauffement de la planète et lutter contre l'impact du dérèglement climatique sur la survie et le développement des populations à travers la planète. D'ici là, plusieurs sessions de négociations auront eu lieu et prépareront des textes qui seront soumis à discussion et au vote des 195 pays de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique.

LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, UNE NÉCESSITÉ POUR ENCOURAGER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Ce que nous appelons « changement climatique » est d'ores et déjà un « chaos climatique » pour bon nombre d'entre nous. Alors que nous nous demandons si le changement climatique aura un impact sur la météo des plages de l'été, ou bien sur l'enneigement des pistes de ski, le changement climatique tue déjà plusieurs milliers de personnes chaque année. Pire, ceux qui étaient déjà les plus affectés par la pauvreté, l'insécurité

alimentaire et nutritionnelle et les catastrophes naturelles, sont aussi ceux qui sont les plus vulnérables aux bouleversements dus au climat. Le manque de ressources en eau potable, la baisse des rendements agricoles et de la qualité nutritionnelle des aliments (et l'augmentation des prix qui lui est liée), l'augmentation de la prévalence de certaines maladies, l'augmentation du temps de travail pour les femmes, sont déjà des réalités pour bon nombre de populations du Sud. Malheureusement, ce sont ceux qui ont le moins contribué au réchauffement de notre planète, et notamment les agriculteurs des pays du Sud, qui en pâtissent le plus et sont les moins audibles dans les négociations climatiques.

PRENONS GARDE !

Le défi climatique et l'augmentation de la démographie ne doivent pas devenir le nouvel alibi de ceux qui promeuvent une augmentation de la production agricole via plus d'agrochimie et d'agrobusiness. Depuis près de 30 ans, la production agricole augmente plus vite que la démographie ! Nous produisons aujourd'hui suffisamment pour nourrir convenablement la planète. Ce sera toujours le cas en 2050. Pourtant, nous savons que le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition augmentera très probablement.

Faut-il rappeler que les causes de la faim sont politiques ? La question n'est pas la quantité de nourriture produite mais sa répartition.

LA PLACE DE L'AGRICULTURE, UN ENJEU DÉTERMINANT DANS LES NÉGOCIATIONS CLIMAT

La prise en compte de l'agriculture dans les négociations climat n'est toujours pas effective. Cela tient en partie au fait que certains gros producteurs agricoles ne souhaitent pas réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de ne pas ralentir leur croissance. Le fait que l'agriculture ne soit pas à l'agenda des négociations implique que les questions liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations sont passées sous silence. Comme le disait récemment

un des négociateurs français du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt : « Les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle ne sont pas au centre de nos préoccupations, ce n'est pas dans la culture des négociateurs. »

En tant qu'organisatrice de cette prochaine Conférence internationale du climat à Paris en 2015, la France doit plaider pour l'inclusion dans les négociations de l'objectif de sécurité alimentaire et nutritionnelle et défendre l'agriculture familiale. Il est important de rappeler que le développement agricole ne peut pas uniquement répondre à un objectif « carbone » mais qu'il a d'abord comme fonction de nourrir les femmes et les hommes de notre planète. Les négociations climat offrent aux Etats de notre planète l'occasion de reconnaître enfin qu'il existe plusieurs types de modèles agricoles qui ont des impacts différents sur l'environnement, la pauvreté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Peggy Pascal, Action Contre la Faim

GÉNÉRATION • NUTRITION

La campagne Génération Nutrition rassemble différentes organisations de la société civile, du Nord et du Sud, unies afin de mettre fin aux décès d'enfants dus à la faim. Une pétition internationale a été lancée pour interpeller les gouvernements à ce sujet.

www.generation-nutrition.org

COMMENT CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION ?

1. Œuvrer pour la mise en place d'une meilleure gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en soutenant des programmes d'investissement et des politiques publiques foncières, agricoles et commerciales qui permettent aux agricultures familiales de réaliser leur potentiel pour la sécurité alimentaire et la nutrition.
2. S'assurer que les futurs Objectifs du développement durable en matière d'agriculture et d'alimentation indiquent un soutien clair aux agricultures familiales et paysannes.
3. Soutenir/promouvoir l'agriculture familiale paysanne comme un secteur prioritaire pour la recherche et les financements en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique lors des futures négociations climatiques.
4. Développer des politiques agricoles nationales de promotion des agricultures familiales ayant des objectifs nutritionnels explicites et donner la priorité aux organisations de petits producteurs dans la mise en œuvre de cette politique. Pour ce faire, il s'agit de renforcer les capacités des organisations de producteurs par l'investissement dans une politique agricole sensible à la nutrition incluant des mesures incitatives à la diversification agricole, la promotion de jardins familiaux, la gestion et la transformation post-récolte, la responsabilisation de femmes et l'éducation nutritionnelle.

EN SAVOIR + SUR LA MONGOLIE



CLIMAT

Températures moyennes
durant les 6 mois d'hiver :
-10°C

Ensoleillement :
280 jours/an

Saison agricole :
4 mois/an
(juin à septembre)



FOCUS
SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE

Régime alimentaire peu diversifié et déséquilibré, alimentation trop grasse et trop salée (farine, lait, viande)

54%

des besoins en légumes du pays sont produits au niveau national, impliquant une forte dépendance aux importations venues de Russie ou de Chine

1/3

de la population est en insécurité alimentaire (selon MercyCorps)

24%

de la population est en situation de sous-alimentation

MONGOLIE / ALPES : DES SERRES SOLAIRES POUR DES FRUITS ET LÉGUMES MÊME EN PLEIN HIVER !

En Mongolie, comme dans les Alpes, le climat rigoureux est le pire ennemi d'une agriculture maraîchère de qualité. Pour faire face à ces contraintes climatiques, Tsetsegee Jugder, agricultrice en Mongolie, et Lolita Guyon, maraîchère dans les Alpes du Sud ont opté pour la même solution : la serre solaire. Interviews croisées.

Comment avez-vous développé votre serre ?

Tsetsegee Jugder, agricultrice en Mongolie : Avant l'installation de ma serre solaire passive, je travaillais dans le champ d'un voisin étranger où je ne pouvais faire pousser que 5 plants de tomates et des cornichons. J'ai toujours voulu planter des légumes et expérimenter de nouvelles variétés, mais je n'y arrivais pas à cause du climat. En bénéficiant de la construction d'une serre solaire, cela me permet maintenant de cultiver toutes sortes de légumes, et en plus, de vendre mes récoltes. Ce qui n'était pas possible avant.



Tsetsegee Jugder



Lolita Guyon

Lolita Guyon, maraîchère dans les Alpes du Sud : La serre passive est adaptable au contexte des régions froides et ensoleillées. Quand je suis revenue en France, j'ai souhaité développer ce concept dans les Pré-Alpes du Sud. Une première étude du climat, de l'enneigement et de l'ensoleillement, est nécessaire avant de dessiner le design et calculer ses dimensions.

Quels bénéfices faites-vous ?

Tsetsegee : L'année dernière, j'ai récolté plus de 200 kg de carottes, 60 kg de navets, 20 kg de courgettes, 100 kg de concombres, 800 kg de patates... J'ai fait une cinquantaine de bœufs que nous avons pu savourer jusqu'en mars. Au nouvel an, j'en ai offert à toute ma famille. J'adore les légumes et j'observe de réels bénéfices sur ma santé et celle des enfants. J'ai moins de rhumatismes !

Je gagne aussi mieux ma vie. L'été, on vient directement me voir au champ et à l'automne ce sont les écoles et les magasins qui



Avec la serre solaire passive, la saison de culture a doublé en passant de 4 à 8 mois

m'achètent des légumes car ils n'en trouvent pas ailleurs. Grâce à cet argent j'ai acheté une vache en réserve pour l'hiver et je me fournis en riz, pâtes et boissons toute l'année. La vie est plus facile.

Lolita : L'avantage de la serre solaire passive est de pouvoir stocker la chaleur en journée pour la restituer la nuit, et donc de maintenir des températures nocturnes internes supérieures aux températures extérieures. Grâce à ce système, les

gelées ponctuelles survenant en fin d'hiver et en début de printemps, peuvent être surmontées. Ma ferme se situe en moyenne montagne à 1000 mètres d'altitude, mais le terrain, orienté plein sud, bénéficie d'un bon ensoleillement tout l'année. J'utilise ma serre en complément de la serre tunnel, en tant que pépinière pour mes plants en début de saison et pour la production hors saison.

Caroline Pierret, GERES

En savoir plus sur l'innovation : www.geres.eu

PRENDRE SOIN DE SON ENVIRONNEMENT, UN BESOIN VITAL POUR LES ÉLEVEURS AFGHANS

Témoignage de Sayeed Ibrahim, agro-éleveur du village de Shynai



Etude botanique pour identifier les espèces et la biodiversité à Yakawlang

Sayeed habite dans le village de Shynai, situé dans les régions montagneuses du centre de l'Afghanistan. Depuis des siècles, la population y vit d'un peu d'agriculture et surtout d'élevage. Avoir des pâturages de bonne qualité est donc essentiel pour ces éleveurs afghans. Malheureusement, une politique foncière défailante, ainsi que trois décennies de guerre ont totalement bouleversé la gestion traditionnelle des grandes zones de pâture utilisées par les éleveurs.

PÂTURAGES DÉGRADÉS, POPULATIONS FRAGILISÉES

« De nombreuses prairies autour de mon village n'ont presque plus de végétation. Les sols se dégradent sous l'effet des sécheresses et des inondations, bien plus nombreuses qu'avant, mais aussi à cause de l'action de l'homme. Nombreux sont les gens qui font paître leurs troupeaux sur des pâturages protégés et collectent illégalement du bois de chauffage sans penser

aux impacts sur les terres. »

Cette situation a de nombreuses conséquences sur les populations locales. L'élevage est fragilisé par le manque de fourrages. L'érosion des sols entraîne des coulées de boues et des glissements de terrain détruisant les cultures, les canaux d'irrigation voire même les maisons et les routes lors de la saison des pluies chaque printemps. Cette vulnérabilité accrue aux catastrophes naturelles place régulièrement les populations locales dans une situation d'insécurité alimentaire.

« Certains de mes voisins n'arrivent plus à trouver assez de nourriture pour leurs troupeaux. Ils abandonnent le village pour aller chercher du travail dans les grandes villes et même dans les pays alentours. »

PRÉSERVER SON ENVIRONNEMENT POUR POUVOIR RESTER VIVRE SUR SES TERRES

Dans un tel contexte, les éleveurs

se regroupent, avec l'appui d'ONG, pour gérer les pâturages et améliorer ainsi l'alimentation de leurs troupeaux, mais aussi pour préserver de manière plus durable leur environnement. Chaque communauté trace alors, avec ses voisins, les frontières de ses aires de pâture traditionnelles et met en place des mesures de prévention, de protection et de régénération des ressources naturelles (eau et végétation). Selon les besoins, les collines peuvent, par exemple, être aménagées en terrasse, être resemées en différentes espèces de fourrages ou encore être mis en jachère pour laisser le sol se reposer et la végétation repousser.

« Avant d'établir le Conseil Communal de gestion des pâturages de Shynai dont je suis responsable, j'avais seulement 20 moutons et chèvres. J'en ai aujourd'hui 45. Je peux dire sans équivoque que la gestion des pâturages a un rôle majeur dans l'amélioration de nos élevages. Nous savons désormais quand couper la végétation et quand la replanter pour obtenir plus d'aliments pour notre bétail. »

Autre effet positif, l'augmentation de la végétation améliore la qualité du sol. Ce qui réduit les risques de glissements de terrain et augmente l'infiltration de l'eau, ressource précieuse dans cette région semi-désertique. L'éleveur participe ainsi à la bonne gestion du paysage et des ressources naturelles qu'il utilise, assurant la durabilité et la pérennité du système d'exploitation dont dépend la sécurité alimentaire de sa famille.

Bertrand Noiret et Julie Mayans,
Solidarités International

ENVIRONNEMENT, AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'érosion des sols représente **40%** de toutes les dégradations des sols dans le monde, du fait des labours essentiellement.

≈ 20% des terres irriguées dans les pays en développement ont souffert d'engorgement ou de salinisation.

Préserver la biodiversité est fondamentale pour la sécurité alimentaire et une agriculture durable.

LES MENACES DE LA BIODIVERSITÉ



CHANGEMENT CLIMATIQUE



PERTE DE L'HABITAT NATUREL



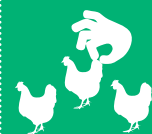
DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT



EFFET DE LA PRESSION DÉMOGRAPHIQUE



MODIFICATION DE LA DEMANDE DES CONSOMMATEURS



DÉVELOPPEMENT ET UTILISATION D'UN NOMBRE LIMITÉ D'ESPÈCES, DE VARIÉTÉS ET DE RACES

Source : FAO



Anne Martin et Gilles Guellier, agriculteurs dans le Loir-et-Cher

Comment s'organise la ferme ?

Anne Martin : On est tous les deux cogérants de la ferme et installés ensemble depuis 1996. On produit du lait cru et du fromage frais dont la moitié est vendue en vente directe et l'autre moitié à une laiterie.

Vos enfants sont-ils le futur de l'agriculture ?

Anne : J'ai posé clairement la question à l'une de mes filles. Elle ne veut pas reprendre la ferme. Elle aurait l'impression de marcher dans nos pas. Je pense qu'elle pourrait peut-être s'installer, mais ailleurs. Notre autre fille me disait aussi « qu'est-ce que je suis contente de ne pas être dans l'agriculture. J'ai l'impression que vous travaillez tout le temps.

L'avenir de l'agriculture apparaît incertain. La transmission familiale du patrimoine est-elle encore d'actualité ?

Gilles Guellier : C'est de moins en moins vrai parmi les enfants d'agriculteurs. Il faut qu'il y ait des gens qui ne viennent pas de l'agriculture, mais qui s'y intéressent, comme les néo-ruraux (agriculteurs non issus de familles agricoles, NDLR). Quand on s'installe, on y met plus qu'une profession, on y met un projet de vie et on veut faire son projet.

L'échec ouvre-t-il la voie à la précarité ?

Gilles : On ne la voit pas vraiment. Ce sont souvent des gens qui n'étaient pas faits pour le métier. Un voisin a investi et a respecté les conseils

« QUAND ON S'INSTALLE, ON Y MET PLUS QU'UNE PROFESSION, ON Y MET UN PROJET DE VIE »

Anne Martin et Gilles Guellier, la cinquantaine, sont tous les deux agriculteurs et cogérants d'une exploitation de 73 hectares, la Ferme de La Guilbardière, située à Monthou-sur-Bièvre dans le Loir-et-Cher (41). Ils sont à la tête d'un élevage conduit en agriculture biologique (AB) de 35 vaches laitières. Ils ont deux filles, Adèle et Camille.

de cultures, mais voyant qu'il n'y arrivait pas, a réduit son exploitation. Il s'est lancé dans la viande de cochon en plein air car moins chère, mais le prix d'achat n'a cessé de baisser. Les banques ont commencé à ne plus le suivre. Il a subi différents échecs. Aujourd'hui ça va mieux, mais il revient de loin. Le problème c'est qu'il n'en parlait à personne. C'est très difficile d'en parler à quelqu'un. On échange entre voisins, mais pas sur tout.

Comment percevez-vous l'agriculture dans les pays du Sud ?

Gilles : L'agriculture européenne a des conséquences dans les pays du Sud. Pour le moment les flux agricoles vont énormément des pays riches vers les pays pauvres. Les marchés africains se retrouvent

avec des produits européens importés et moins chers qui cassent la production locale. La qualité et la réglementation participeront à maintenir notre agriculture. Il faudrait d'abord que ces pays arrivent à se nourrir eux-mêmes. L'agriculture familiale a son rôle à jouer. Au Nord comme au Sud, chacun doit trouver les moyens de se réapproprier ses moyens de production.

Vivez-vous bien ?

Anne : Même si notre revenu a décru depuis les trois dernières années, on gagne notre vie. Pour la retraite on touchera l'équivalent d'un petit SMIC chacun. Reste la ferme que l'on vendra quand on partira à la retraite et qui complètera notre revenu. Mais aujourd'hui, nous vivons bien.

« QUAND NOUS SOMMES BIEN FORMÉS, NOUS POUVONS AUGMENTER NOTRE PRODUCTION »

Grace Odinga a 45 ans, neuf enfants et vit dans le comté d'Amoro dans le nord de l'Ouganda. Après de nombreuses années passées à vivre dans les camps de réfugiés du fait de la guerre avec le mouvement LRA, elle a pu retourner vivre dans son village et repartir de zéro en vivant de l'agriculture. En avril 2014, elle a participé à une formation sur l'utilisation des bœufs pour labourer les champs.

Comment les bœufs peuvent-ils vous aider dans votre vie quotidienne ?

Utiliser les bœufs pour labourer nos champs nous permet de nous

moderniser. Par le passé, nous ne connaissions pas les bonnes méthodes de labours, comment planter les bonnes semences. Aujourd'hui, nous sommes bien formés et pouvons ainsi augmenter notre production agricole.

Quelles semences plantez-vous ?

Dans mes champs, je plante essentiellement du millet, des haricots, du maïs. En augmentant ma production grâce aux bœufs, je pourrai en vendre une partie et payer l'école pour mes enfants, faire face aux dépenses de santé et aussi acheter des vêtements.



© Laurine Bohier / Food Right Now

Grace Odinga, agricultrice dans le nord de l'Ouganda

PLUS DE 2 MILLIONS DE CITOYENS AFRICAINS SE MOBILISENT POUR L'AGRICULTURE

Do Agric. L'agriculture, ça paye. Voici le message que plus de 2 millions de citoyens africains ont porté à leurs dirigeants à l'occasion du sommet de l'Union Africaine en juin dernier.



En effet, en Afrique subsaharienne, la croissance du secteur agricole est 11 fois plus efficace pour réduire la pauvreté, que celles des autres secteurs.

Ainsi, cette année 2014, année internationale de l'agriculture familiale, a vu plusieurs organisations de la société civile régionales africaines et internationales se mobiliser pour demander aux dirigeants africains d'investir davantage et mieux dans l'agriculture, et de respecter leur engagement de Maputo d'allouer au moins 10% de leur budget à ce secteur.

« Investir dans l'agriculture, ça paye. Cela pourrait aider 85 millions de personnes à sortir de l'extrême pauvreté d'ici à 2024, créer des emplois et stimuler l'économie du continent. 70% des travailleurs africains vivent

de l'agriculture. Améliorer l'irrigation, les équipements agricoles, le stockage, l'accès au marché et les droits fonciers des femmes pourrait contribuer à offrir un avenir meilleur à des millions de personnes. »

« Je crois que si l'on accorde l'attention nécessaire à l'agriculture, nous, les Africains, nous pourrions nous nourrir nous-mêmes, mais aussi le reste du monde. »

Mais au-delà de cette demande politique, ce mouvement de citoyens, de célébrités et d'hommes politiques

souhaite changer l'image de l'agriculture sur le continent, la rendre plus attractive. Comme l'a déclaré le chanteur nigérian D'banj : « Je veux que les Africains sachent que l'agriculture est non seulement le fondement de l'économie, mais aussi que c'est la *nouvelle tendance*. Je crois que si l'on accorde l'attention nécessaire à l'agriculture, nous, les Africains, nous pourrions nous nourrir nous-mêmes, mais aussi le reste du monde. »

Les promesses doivent maintenant être suivies des actes, mais le mouvement est en marche : plus de 2 millions de citoyens se sont mobilisés à travers le continent africain pour demander des comptes et proposer des solutions d'avenir et ils ne s'arrêteront pas en si bon chemin.

Annabel Hervieu, ONE

EN BREF

UNE AGRICULTURE FAMILIALE PRODUCTIVE

Au Brésil, les agriculteurs familiaux fournissent en moyenne environ 40% de la production de quelques-unes des cultures principales, sur moins de 25% des terres agricoles.

A Fidji, les agriculteurs familiaux fournissent 84% de la production d'igname, de riz, de manioc, de maïs et de haricots, sur 47,4% des terres agricoles.

Aux Etats-Unis, les agriculteurs familiaux produisent 84% de la production totale (soit un chiffre d'affaire de 230 milliards de dollars) sur 78% des terres cultivables.

Source : FAO

PROMOUVOIR UNE ALIMENTATION SAINE DANS LES FAVELAS AU BRÉSIL

Au Brésil, Regina Tchelly s'est lancée dans une activité florissante dans les favelas. Sa spécialité : préparer de bons plats avec la nourriture qui s'apprête à être gaspillée pour permettre aux personnes les plus pauvres de ces quartiers d'utiliser toutes les parties de fruits et légumes pour un bon repas. En plus d'apprendre comment cuisiner ces restes, Favela Organica, la marque lancée par Regina, encourage l'installation de jardins partagés pour permettre aux habitants de cultiver leurs propres aliments. Depuis 2010, date de l'ouverture de son premier jardin, Favela Organica organise des événements basés sur une alimentation saine et contre le gaspillage qui rencontrent un franc succès.

Je participe
aux grandes
collectes
alimentaires

Je deviens
bénévole auprès
d'une association
d'aide
alimentaire

J'agis comme
citoyen,
j'interpelle
mes élus

Je fais don
de mes tickets
restaurant aux
associations
humanitaires

Je ne jette pas
les restes et
les transforme
en gratin

J'organise
des Disco Soupe
pour stopper
le gaspillage
alimentaire
en musique

Je m'informe
sur les situations
d'insécurité
alimentaire dans
le monde

Je fais, moi aussi,
du plaidoyer
en soutenant les
campagnes de lutte
contre la faim et
en faveur de l'aide
au développement

Je lutte contre
le gaspillage
alimentaire

ET VOUS, VOUS
FAITES QUOI ?

Je mobilise
mes réseaux
grâce aux
réseaux sociaux

Je n'ai pas les
yeux plus gros
que le ventre
quand je me sers

Je réduis mon
empreinte
carbone et
consomme des
produits locaux
et de saison

Je fais
la différence entre
« A consommer avant »
et « A consommer de
préférence avant le »



www.acted.org



www.actioncontrelafaim.org



www.avsf.org



www.alliance2015.org



Banques Alimentaires

www.banquealimentaire.org



www.campusresponsables.com



www.carefrance.org



CONVERGENCES

www.convergences.org

AVEC LE SOUTIEN DE :



http://ec.europa.eu/europeaid/



www.iledefrance.fr



www.foodrightnow.fr



www.geres.org



www.ifpri.org



www.lasalle-beauvais.fr



www.one.org



www.wfp.org



www.sossahel.org



www.solidarites.org

REMERCIEMENTS

Céline Audin, Laury-Anne Bellassa, Laurence Champier, Lorène Didier, Rachel Erskine, Antonia Estrada, Gilles Guellier, Lolita Guyon, Annabel Hervieu, Carolina Herrera, Judith Jakubowicz, Tsetsegee Jugder, Gaëtan Lassale, Christina Lionnet, Hélène Lo Presti, Carline Mainenti, Anne Martin, Julie Mayans, Grace Odinga, Peggy Pascal, Caroline Pasquier, Fanny Petitbon, Caroline Pierret, Pauline Pingusson, Aurélie Portier, Friederike Röder, Adrien Tomarchio, Rachel Vetterhoeffer.

Baromètre de la faim 2014 - juillet 2014. Conception éditoriale : Caroline Pasquier et Adrien Tomarchio - ACTED.
Conception graphique : Aurélie Portier. Impression : Chevillon. ACTED - 33, rue Godot de Mauroy, 75009 Paris - France.
Contactez nous : caroline.pasquier@foodrightnow.fr / 01 42 65 61 26

Le Baromètre de la faim 2014 a été conçu avec le soutien de l'Union européenne, dans le cadre du projet « Sensibilisation aux enjeux de développement et promotion de l'éducation au développement dans l'Union européenne ». Son contenu relève de la seule responsabilité d'ACTED et de ses partenaires et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

Le Baromètre de la Faim 2014 est également réalisé grâce au soutien du Conseil régional d'Ile-de-France.
Les opinions exprimées dans les articles de cette édition du Baromètre de la Faim 2014 n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ACTED et de ses partenaires.